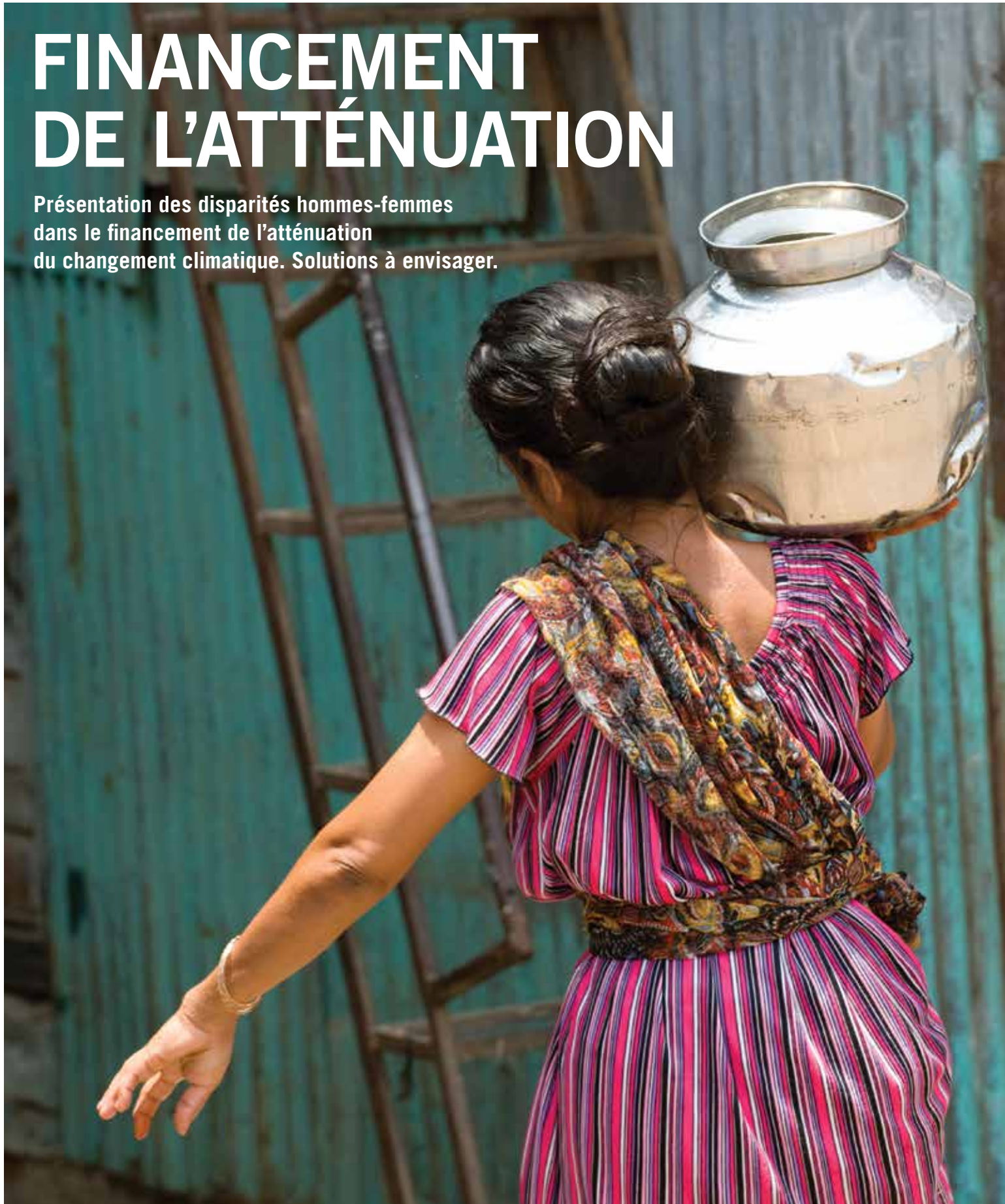


FINANCEMENT DE L'ATTÉNUATION

Présentation des disparités hommes-femmes
dans le financement de l'atténuation
du changement climatique. Solutions à envisager.



Aperçu

L'importance des questions de genre est mal comprise par les professionnels impliqués dans les investissements et les mécanismes de financement d'atténuation du changement climatique. Les approches prédominantes de réduction des émissions privilégient souvent les mesures scientifiques et technologiques, au détriment de considérations sociales et comportementales. Jusqu'ici, la plupart des projets et des fonds d'atténuation ont soutenu une infrastructure énergétique de grande envergure et des programmes d'efficacité industrielle, souvent considérés comme des projets d'atténuation très peu corrélés à l'égalité entre les sexes ou à d'autres questions sociales.

Cependant, pour que l'opinion publique adhère à une transition vers des émissions faibles dans des secteurs essentiels de l'énergie, des transports et de l'agriculture, cela nécessite la participation d'un grand nombre de personnes, hommes et femmes. Par conséquent, l'intégration des questions d'égalité des genres dans la mise en œuvre et les avantages du projet peut en améliorer l'efficacité et la viabilité.

Les préoccupations des femmes sont trop souvent ignorées lors des discussions sur l'atténuation du changement climatique, en raison d'inégalités sociales et politiques prédominantes. Lorsque les femmes sont prises en considération, elles le sont plus comme victimes que comme leaders et participants actifs dans la recherche de solutions. Pourtant, les femmes peuvent participer de manière importante au changement des initiatives sur le changement climatique, y contribuer, intervenir et le mener, notamment si elles s'investissent de manière active dans la planification, la mise en œuvre et les processus décisionnels.

En réaction aux critiques des décideurs adoptant une perspective « neutre du point de vue du genre », l'attention portée à l'égalité entre les sexes dans les initiatives sur le changement climatique s'est accrue. Les décisions sur les questions de genre prises dans le cadre de la politique internationale sur le climat appellent à l'examen du genre dans les principes directeurs, les missions et/ou les critères de gouvernance des mécanismes financiers et technologiques, et dans le cadre de l'adaptation ; ces décisions et d'autres ont commencé à démontrer le rôle primordial du genre dans tous les aspects du changement climatique. Récemment, les gouvernements ont adopté une nouvelle décision sur l'équilibre entre les sexes qui vise à promouvoir la participation des femmes aux activités liées au climat, considérant ceci comme une étape importante vers l'égalité entre les sexes.

À l'avenir, il est important de documenter les avantages d'une prise en considération du genre dans la conception et la mise en œuvre d'initiatives efficaces pour une réduction des émissions impliquant un financement à la fois public et privé. Il est particulièrement important que cette information soit accessible aux décideurs financiers, qui peuvent avoir peu d'expérience dans l'examen de la pertinence des facteurs d'équité sociale dans des décisions d'investissement.

INTÉGRATION DES POLITIQUES D'ÉGALITÉ ENTRE HOMMES ET FEMMES DANS LES MÉCANISMES FINANCIERS

Certaines institutions de financement de la lutte contre le changement climatique, comme le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), ont déjà intégré les principes d'égalité entre les sexes dans leurs directives et méthodologies pour les projets sur le changement climatique. La politique du FEM sur l'intégration des politiques d'égalité entre les hommes et les femmes reconnaît que la promotion de l'égalité entre les sexes améliore les résultats des projets en termes d'avantages pour l'environnement à l'échelle mondiale et d'inclusion sociale.

La CCNUCC a elle aussi commencé à souligner l'importance de l'égalité entre les sexes dans son Mécanisme de développement propre (MDP), notamment grâce à une méthodologie permettant de cumuler les projets à petite échelle pouvant aider à répondre aux besoins des femmes en matière de services énergétiques (par exemple : avec l'amélioration, au niveau des ménages, des technologies de la biomasse, du biogaz, de l'énergie solaire et des systèmes d'électricité hors réseau), tout en permettant de réduire de manière importante les émissions de gaz à effet de serre.

Les leçons sur l'intégration des politiques d'égalité entre hommes et femmes peuvent être tirées sur le retour d'expérience de projets du FEM et du MDP qui ont été passés en revue :

- L'intégration tout au long du projet des politiques d'égalité entre hommes et femmes est essentielle pour que la réussite du projet : les résultats sont plus efficaces lorsque les questions de genre sont intégrées dès le départ.
- Les données ventilées socialement, c.-à-d. recueillies de manière volontaire tout au long du cycle du projet, permettent de soutenir des projets plus efficaces : la collecte systématique de données sexospécifiques, les cibles et les indicateurs permettent d'analyser et démontrer correctement les impacts d'une prise en considération de l'égalité entre les sexes dans l'atténuation du changement climatique.
- Les avantages économiques et sociaux conjoints pour les femmes et les hommes permettent de sécuriser un soutien national et communautaire des activités et d'assurer leur viabilité à long terme
- Intégration des questions d'égalité des sexes affecte l'efficacité du projet et son impact, par exemple en améliorant les résultats de projets de transport à grande échelle et de réseau d'infrastructure énergétique, ainsi que des initiatives à petite échelle et hors réseau.
- Les gouvernements et les politiques institutionnelles sensibles au genre sont des facteurs clés dans la formulation de mesures et d'investissements d'atténuation du changement climatique plus inclusifs.
- De nombreux gouvernements, bailleurs de fonds et institutions ont besoin de conseils sur la façon d'intégrer les considérations de genre de manière pour aboutir à des projets plus efficaces et plus inclusifs, dans lesquels les avantages sont partagés de manière équitable.

Parmi les exemples d'outils déjà développés se trouvent :

- Energy Project Gender Action Plan d'ENERGIA
- Women's Carbon Standard de WOCAN
- Gender Mainstreamed Social and Environmental Standards for REDD+ de WEDO liste de contrôle
- Environment and Gender Index de l'UICN

Ces types d'outils peuvent être adaptés à différents pays, scénarios et projets, et être facilement mis en œuvre par des promoteurs et des opérateurs de projet.

Les trois études de cas présentées ici montrent certains enseignements et fournissent des exemples importants pour les décideurs, alors que de nouveaux efforts sont faits pour intégrer les considérations de genre dans les projets et le financement publics et privés de l'atténuation du changement climatique.



INTRODUCTION DU BIOGAZ POUR LA CUISSON ET L'ÉCLAIRAGE EN MILIEU RURAL

Le Biogas Support Program (BSP) au Népal, qui est désormais un projet de MDP, a été lancé en 1992 par le gouvernement du Népal et l'agence de développement néerlandaise (SNV) pour promouvoir le biogaz produit localement pour la cuisson et l'éclairage dans les zones rurales. La substitution du biogaz au bois de chauffage et aux résidus agricoles actuellement utilisés comme combustibles était destinée à soutenir l'amélioration des services énergétiques, à réduire la déforestation et la dégradation des terres, et à diminuer les émissions de gaz à effet de serre (GES).

Recevant un soutien supplémentaire au fil des années, le BSP a pu augmenter sa distribution de systèmes et de poêles biogaz, et renforcer la capacité des entreprises du secteur privé à gérer les installations et les services après-vente. En 2005, il a été inscrit comme Programme d'activités MDP, avec pour objectif l'installation de 200 000 systèmes de biogaz.

IMPORTANCE POUR L'ATTÉNUATION DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Les activités du BSP inscrites au titre du MDP réduisent les GES en évitant la combustion de la biomasse non-renouvelable (bois, fumier et déchets agricoles). Les réductions d'émissions prévues pour ce programme ont été estimées à près de 2 millions de tonnes au cours de la période prévue du projet de 21 ans (près de 50 000 tonnes d'équivalent-CO₂ par an).

CONSIDÉRATIONS DE GENRE

Principales responsables de la cuisine et de l'approvisionnement en combustibles du ménage, les femmes bénéficient beaucoup du BSP, notamment grâce au gain de temps (moins de collecte de bois), à la réduction des charges de travail et à l'amélioration des services énergétiques. Les femmes ont ainsi pu plus souvent gagner un revenu et augmenter leurs contributions économiques à la famille.

Il est souvent difficile d'opérer des changements de combustible et de technologie ; la cuisine implique d'importantes traditions culturelles. L'analyse des facteurs socio-économiques liés à l'acceptation des systèmes par les femmes a été considérée comme importante pour le succès du programme dans la réduction de la déforestation et des émissions de GES. Les femmes jouent un rôle important pour la promotion et la vente des systèmes de biogaz, notamment car elles peuvent convaincre d'autres femmes que c'est un bon investissement.

En 2009, le Réseau ENERGIA a soutenu une évaluation sexospécifique du BSP, qui a identifié des disparités hommes-femmes et recommandé des mesures pour augmenter l'engagement et la contribution des femmes à la réussite du BSP, dont des objectifs d'appropriation des systèmes de biogaz par les femmes et une formation spécifique offerte aux femmes. Une analyse faite en 2011 des résultats de l'intégration des politiques d'égalité entre hommes et femmes au BSP montrait que : 23 pour cent des systèmes de biogaz appartenaient à des femmes et 30 pour cent des coopératives de financement des systèmes de biogaz étaient dirigées par des femmes. Les femmes dirigeaient également des entreprises de construction d'installations de biogaz et fournissaient des services après-vente.

En incorporant les indicateurs sensibles au genre dans des sondages annuels auprès des usagers, les différences entre les rôles et les responsabilités sexospécifiques ont été mises en évidence et cela a permis une plus grande sensibilisation aux avantages d'inclure plus les femmes.

RECOMMANDATIONS

Il est encore possible d'améliorer l'efficacité du BSP grâce à une plus grande égalité entre les sexes dans le secteur du biogaz au Népal. Comme l'a suggéré ENERGIA, des améliorations peuvent être apportées à travers :

1. **La promotion** : activités, agents et matériaux qui ciblent spécifiquement les utilisateurs masculins et féminins.
2. **La formation** : apportée à des moments et dans des lieux adéquats aux besoins et aux programmes des femmes.
3. **Les services de vulgarisation** : en utilisant des femmes agents pour toucher les femmes utilisatrices.
4. **Le financement** : en explorant des moyens de financement alternatifs pour permettre aux femmes d'accéder facilement aux facilités de financement.
5. **La recherche et le développement** : en impliquant les femmes dans la conception du produit et les essais sur terrain des nouvelles conceptions.



PROJET D'ÉLECTRIFICATION RURALE

Le Mali est un pays moins avancé et la majorité de sa population travaille dans l'agriculture à petite échelle dans des régions rurales. La principale source de combustible au Mali est la biomasse mais des forêts sont dégradées et il n'y a pas assez de bois pour répondre aux besoins croissants en énergie.

Avec le soutien de la Banque mondiale, le gouvernement du Mali a lancé en 2003 le projet Household Energy and Universal Rural Access (HEURA) avec un objectif global de réduction de la pauvreté et de promotion de la croissance économique. Le projet a créé une agence rurale de services d'énergie (AMADER) et un fonds rural d'énergie (REF) pour surmonter les obstacles techniques et financiers affectant les entreprises de services énergétiques décentralisés et attirer les investisseurs. Parce que le projet a éliminé les obstacles à l'adoption des énergies renouvelables qui réduisent les GES, le projet a également reçu des fonds du FEM.

Entre 2003 et 2012, le projet a fourni de l'énergie renouvelable à plus de 75 000 foyers et 1 300 institutions. Le taux d'accès à l'énergie en milieu rural au Mali est passé de 1 % en 2000 à 17 % en 2012. Le projet a également créé 735 emplois permanents et 1 689 emplois temporaires. Les nouveaux services énergétiques ont soutenu des ateliers de soudure, de fabrication de glace et de confection, des boulangeries et l'industrie agro-alimentaire, des cybercafés et des stations de recharge de téléphone. Le projet a aussi contribué à l'allongement des heures de travail pour les entreprises existantes.

IMPORTANCE POUR L'ATTÉNUATION DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Actuellement, le Mali ne produit pas de grandes quantités de GES en raison de son bas niveau de développement économique ; la plupart de ses émissions sont produites à partir de la combustion du bois et du charbon de bois. Mais il existe un potentiel pour augmenter de manière croissante l'adoption des énergies renouvelables afin de soutenir une voie de développement à faible émission de carbone.

En 2010, le Mali a été choisi comme l'un des pays pilotes pour le Scaling Up Renewable Energy Program (SREP) de la Banque mondiale. Il utilise ces fonds pour continuer à augmenter l'utilisation des énergies renouvelables, en se concentrant sur la production d'électricité et les utilisations productives d'énergie. Grâce au soutien du SREP, le gouvernement du Mali prévoit d'atteindre d'ici à 2015 un taux d'électrification rurale de 55 %, avec une contribution des énergies renouvelables à hauteur de 10 % du bouquet énergétique du pays.

CONSIDÉRATIONS DE GENRE

En 2011, le projet a entrepris une évaluation des questions de genre, qui a révélé que les avantages économiques du projet pourraient être beaucoup plus significatifs en faisant une promotion de l'utilisation plus importante de l'électricité dans les entreprises de femmes.

L'évaluation des questions de genre comprenait des consultations dans 12 communautés impliquées dans le projet, et une compilation de deux cents enquêtes auprès des ménages concernant les différences entre les sexes dans l'accès à l'énergie, aux activités domestiques et au contrôle des services énergétiques. Les résultats ont montré que, pour le développement d'entreprise, les femmes utilisaient moins l'électricité que les hommes.

L'évaluation a recommandé à HEURA d'encourager une participation plus directe des femmes aux programmes d'électrification en s'assurant que les femmes et les hommes soient impliqués dans la conception et la mise en œuvre de projets et aient accès aux technologies et aux facilités de crédit.

En réponse aux recommandations de l'évaluation des questions de genre, AMADER a préparé un plan d'action énergétique de genre, en partenariat avec ONU Femmes, pour développer des moyens de promotion des entreprises génératrices de revenus pour les femmes, et a désigné un point focal genre pour veiller à ce que l'égalité entre les sexes soit intégrée dans ses projets.

L'intégration des politiques d'égalité entre hommes et femmes a été reportée dans les activités de développement à faible émission de carbone dans le cadre du SREP.

RECOMMANDATIONS

1. **Promouvoir la participation** des femmes aux activités qui contribuent à un développement à faible émission de carbone dans les communautés augmente leur succès, par exemple, grâce à une meilleure acceptation par le public et l'utilisation des énergies renouvelables.
2. **Faire valoir l'intérêt** du genre, c.-à-d. que l'intégration des politiques d'égalité entre hommes et femmes optimise les chances de succès du projet, a abouti à des mesures pour institutionnaliser et soutenir les changements systémiques, dont la collecte de données, la recherche, les évaluations et les analyses intégrant les questions sociales, économiques et environnementales.



SYSTÈME DE TRANSPORT RAPIDE À BOGOTÁ

À Bogotá, en Colombie, le système de transport est chaotique et composé de milliers de mini-bus indépendants non coordonnés, ce qui a conduit à une congestion du trafic, de longs temps de trajet, des niveaux élevés de pollution de l'air et des accidents fréquents. La ville, qui n'avait pas les moyens d'installer un système de métro, a donc établi un système de Bus à haut niveau de service. Le système de transport rapide TransMilenio a été lancé en 2000, avec de lignes de bus interconnectées, des voies réservées aux grands autobus et des stations surélevées pour que les passagers puissent entrer et sortir plus rapidement et efficacement. L'amélioration du système de transport en commun de la ville a réduit l'utilisation de véhicules privés, abaissant de ce fait les émissions de GES. En 2006 le projet a été enregistré comme le premier projet de transport dans le cadre du MDP.

Le système est un partenariat public-privé, la ville étant responsable de la construction de nouvelles stations de bus, de lignes et de terminaux, et les entreprises privées investissant dans de grands bus économes en carburant, les concessions et la gestion des opérations.

Le nouveau système a sensiblement amélioré la qualité de la vie globale des habitants de la ville. Les passagers économisent en moyenne de 223 heures par an en temps de trajet, avec une pollution de l'air réduite et moins d'accidents de la circulation.

Le projet a également soutenu de nouvelles offres d'emploi, générant près des 40 000 emplois directs et 50 000 emplois indirects.

IMPORTANCE POUR L'ATTÉNUATION DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Le système de transport en commun de Bogotá réduit les émissions de GES en offrant des solutions alternatives à la voiture privée et au mini-bus, et diminue de la congestion du trafic. Entre 2001 et 2008 le nouveau système a réduit les émissions de CO₂ d'environ 1,6 million de tonnes. En 2012, la réduction d'émissions devait atteindre environ 250 000 tonnes par an, avec un total prévu d'environ 5 millions de tonnes de CO₂ d'ici la fin de la période d'exploitation de 21 ans. On prévoit que le revenu de la vente des crédits CER se situe entre 5 et 33 millions de dollars pour la première période, avec beaucoup plus en raison de l'expansion continue du système. Ceci couvrira une partie substantielle du financement nécessaire à la construction d'infrastructures supplémentaires.

CONSIDÉRATIONS DE GENRE

Pour attirer de nouveaux usagers, une attention spéciale a été accordée aux différenciations entre les sexes, comme la désignation de sièges pour les femmes et les enfants ou des portes d'entrée séparées pour les femmes enceintes et les autres usagers vulnérables. Les femmes sont particulièrement sensibles à la sécurité, et en 2009 l'UNIFEM (désormais ONU Femmes) a soutenu une campagne visant à réduire le harcèlement sexuel dans les bus bondés. ONU Femmes a ensuite recommandé plusieurs stratégies pour répondre aux préoccupations des femmes en matière de sécurité. Dans l'ensemble, l'attention portée aux considérations différenciées selon le sexe a permis de maximiser le nombre d'usager et l'utilisation du système, contribuant au succès de TransMilenio. Il est actuellement considéré dans d'autres pays comme un modèle à reproduire.

Le système a également créé des opportunités d'emplois directs et indirects, soutenant le développement économique et social. Dans un effort pour équilibrer la domination des hommes sur la main d'œuvre, le système a donné la priorité à l'emploi de différents groupes, dont les mères célibataires. En conséquence, les femmes représentent 24 % de la main d'œuvre totale. Si l'on inclut les activités comme la billetterie et le lavage de bus, les femmes représentent 70 % de la main d'œuvre.

RECOMMANDATIONS

1. **Inclure les considérations différenciées selon le sexe** dans la conception de systèmes de transport permet de maximiser le nombre de voyageurs et la satisfaction du client.
2. **Les fonctionnaires, investisseurs et autres parties prenantes doivent connaître** les avantages pratiques, financiers, sociaux et environnementaux de l'intégration des questions de genre dans les projets de transport, les processus de planification et la prise de décision.
3. **Alors qu'une reproduction du système TransMilenio est considéré** par d'autres villes, il existe des possibilités de mettre en œuvre des mesures sensibles au genre dès le départ afin de maximiser les réductions d'émissions ainsi que les avantages du développement.

Conclusions

Alors la pertinence des questions de genre pour des projets d'atténuation du changement climatique efficaces est de plus en plus comprise, il en va de même pour la demande de méthodes plus sophistiquées afin d'intégrer l'égalité entre les sexes de manière complète et efficace. Les résultats de ces trois études de cas offrent un certain nombre de leçons et de recommandations, tout en montrant qu'une méthodologie plus rigoureuse et une collecte de données plus systématique sont nécessaires pour convaincre les décideurs du financement lié au climat d'intégrer l'égalité entre les sexes dans les projets d'atténuation. Alors que des institutions comme le FEM et la CCNUCC travaillent à intégrer les principes d'égalité

entre les sexes dans leurs directives et méthodologies, il existe un nombre croissant de demandes d'outils pour aborder les questions de genre dans la planification, la mise en œuvre et l'évaluation au niveau international de l'atténuation du changement climatique. Les gouvernements ont, eux aussi, indiqué la nécessité d'avoir plus de conseils sur la façon d'initier (et de maximiser les contributions à) des approches sensibles au genre pour les projets en lien avec le climat. Il est temps de redoubler d'efforts pour répondre à cette demande afin de s'assurer que financement pour l'atténuation du changement climatique produise des résultats efficaces et durables en investissant et en donnant la priorité à l'égalité entre les sexes.

LECTURE SUPPLÉMENTAIRE

Africa Regional Office (AFTEG) (2003). *Mali Household Energy and Universal Access Project* Document d'évaluation du projet.

Aguilar, Lorena et al. (2013). *Gender Review of the CIF, Version 11*, Global Gender Office of the International Union for the Conservation of Nature.

Bajgain, Sundar et Shakya, Indira (2005). *The Nepal Biogas Support Program: A Successful Model of Public Private Partnership for Rural Household Energy Supply*.

Biogas Sector Partnership–Népal (2009). *Gender Mainstreaming in the Biogas Support Programme*.

Banque mondiale (2013). *Implementation Completion and Results Report: Republic of Mali for a Household Energy and Universal Access Project*.

CCNUCC (2011a). *Clean Development Mechanism PROJECT DESIGN DOCUMENT FORM (CDM-SSC-PDD) – Version 03 Biogas Support Program – Nepal Activity-3*.

CCNUCC (2012b). *CDM and Women*.

CCNUCC (2012c). *Clean Development Mechanism Project Design Document Form Nepal Biogas Support Program*.

CCNUCC (2012d). *Clean Development Mechanism Project Design Document Form BRT Bogotá, Colombia: TRANSMILENIO Phase II to IV*.

CEE-ONU (2010). *BRT Bogota (Colombia): TransMilenio System*, Présentation PowerPoint.

Dahal, C (2000). *Impact of Biogas on Household Activities in Rural Communities of Tanahun District, Nepal*.

East Consult (2004). *Biogas Users Survey, 2003/04: Final Report*, soumis au Alternative Energy Promotion Centre, Népal.

ENERGIA (2012) *Building a Framework for Gender-responsive Energy Projects and Policies*.

Fonds pour l'environnement mondial (2013). *Mainstreaming Gender at the GEF*.

Gender Action, Oxfam et WEDO (2011). *Governing Climate Finance: What Will Work for Women*.

Karlsson, Gail et Ana Rojas (2013). *The Benefits of Gender Balance in Climate Change Mitigation Investments and Sustainable Energy Initiatives*, ENERGIA.

ONU Femmes (2013). *Safe Public Transit for Women and Girls*.

ONU Femmes (2012). *Optimize energy use and improve women's usage of energy services in Mali*.

PNUD (2012a). *Gender and climate finance*.

PNUD (2012b). *Bogota, Colombia Bus Rapid Transit Project- Transmilenio. Case Study (Transportation)*. PNUD, Unité spéciale pour la Coopération Sud-Sud.

Quesada, Aguilar (2013) *From research to action, leaf by leaf: getting gender right in the REDD+ social and environmental standards*. WEDO et REDD+ Secrétariat SES (mai 2013).

Schalatek, Liane (2012). *Climate Change Financing for Gender Equality & Women's Empowerment: Challenges and Opportunities*, Fondation Heinrich Böll.

Shakya, Indira (2011). *Gender Mainstreaming – The Biogas Program Nepal* Présentation PowerPoint du 13 décembre 2011, réunion Réseau ENERGIA.

<http://www.energia.org/knowledge-centre/energia-international-conference/>

SNV – Agence de développement des Pays-Bas (2011). *Gender Mainstreaming in the Pakistan Domestic Biogas Program*.

Tamrakar, Nigma (2007). *Strategy on Gender Equity and Social Inclusion for Biogas Support Programme*.

UICN (2013). *Environment and Gender Index (EGI)*.

UNIFEM (2009). *Campaign to Prevent Harassment on Public Buses in Bogotá*.

WOCAN (2013). *Women's Carbon Standard*.